

Un modèle politico-économique suédois pour l'Europe?

Basile Neacsu
Professeur ISIRP Bruxelles et UFB Roumanie

À son âge vénérable, l'Europe étale ses accessoires et ses bijoux de la couronne pour ceux qui veulent encore la contempler, tout en rattachant son glorieux passé à d'autres nations d'Asie, d'Amérique du Sud et du Moyen Orient qui l'écoutent d'une sourde oreille, pour ne pas froisser cette vieille frivole qui a subi de nombreux liftings. En réalité, en dépit de ses efforts pour plaire, elle n'est plus séduisante! Est-ce que les germes de la décadence de civilisation rongent son système de l'intérieur? Ou, tout simplement, son dernier lifting d'il y a 60 ans est-il un échec? Ce sont des questions que le citoyen européen se pose et la classe politique tente de les interpréter à son avantage à la veille des élections européennes de mai 2014. En outre, l'assemblée de l'Union bat des ailes économiquement depuis bientôt 6 ans, et politiquement et institutionnellement, depuis plus de 20 ans, sans montrer un signe de relance crédible pour la population désabusée par les promesses électorales. Au point que les financiers internationaux commencent à douter de la résorption complète de cette crise, tout en concevant des scénarios catastrophes comme l'éclatement de la zone euro et l'insolvabilité de certains États, avec toutes les répercussions négatives imaginables pour l'économie internationale¹. Dans ce contexte, l'expérience de la Suède durant les années 1990 peut-elle servir d'exemple à ceux qui cherchent à résoudre la double crise bancaire et souveraine, ce pays ayant connu une situation semblable à celle que connaissent actuellement certains pays de l'UEM (l'Union Économique Monétaire)? Voici un débat encore animé sous le signe de l'espoir pour une certaine partie de la classe politique principalement d'origine latine.

Depuis un certain temps déjà, plusieurs leaders européens se chantent que nous sommes sortis de la crise. La dernière nouvelle vient de Pierre Moscovici, Ministre français de l'Économie, qui lance la promesse d'une sortie imminente de la récession, après que la France a enregistré une hausse de son activité économique au quatrième trimestre du 2013 de 0,3%.

¹ Dominique Perrut, *La réforme de l'Union économique et monétaire: l'ambition politique ou la fracture*. Questions de l'Europe nr. 297 du 16.12.2013. p. 1.

"Ceci signifie que l'économie française est non seulement sortie de la récession mais a repris aujourd'hui un rythme de croissance de 1% par an si on extrapole sur l'année 2014", a déclaré le ministre de l'Economie Pierre Moscovici². Monsieur le Ministre fait une déclaration assez optimiste et prématurée, alors que les indicateurs du mois d'août étaient décevants, indiquant une faiblesse persistante de l'industrie française. En tout cas, le lapin qu'il a sorti du chapeau, comme le caractérise l'économiste américain Nouriel Roubini surnommé 'la Pythie', est parmi les derniers; 'Tout a été essayé. Mais ils sont à court de munitions'. Cependant, si nous regardons de plus près, nous allons comprendre comment l'économie française a été tirée vers le haut dans le dernier trimestre. Elle le doit à une consommation solide (+0,5%), qui se base sur des facteurs uniques en cette fin 2013, comme l'achat de voitures avant le durcissement du malus écologique à partir du 01.01.2014, le déblocage de l'épargne salariale par le gouvernement ou encore l'anticipation de la hausse de la TVA pour l'entretien des logements. Mais des voix s'élèvent et clament que l'optimisme des dirigeants politiques contraste comme toujours avec le pessimisme de l'opinion publique. Possible, mais la population européenne continue à vivre mal, voire très mal, car rien ne s'améliore dans leur quotidien. Ils sont loin de retrouver leur niveau de vie d'avant 2009. Bien au contraire, la fiscalité augmente inexorablement, la vie devient trop chère pour une grande majorité de la population, l'emploi continue à se dégrader et les revenus à stagner, la classe moyenne s'appauvrit et tend à disparaître, les entreprises européennes fondent comme neige au soleil et les manifestations de rue sont quasi quotidiennes. Les revendications font l'unanimité: le droit de vivre comme avant et une réforme vers le haut. De plus, il arrive que les manifestations se transforment en révoltes durement réprimées, comme ce fut le cas en Angleterre en 2011, pour nous rappeler une fois de plus que la démocratie se défend en utilisant la violence comme dernier recours³.

Pendant ce temps, le monde politique balance des statistiques indiquant des taux de soi-disant croissance économique – 0,3% (FR) et 0,4% (AI) pour l'année 2013, même si rien qu'en France 62.431 entreprises ont été placées en procédure de sauvegarde, mises en redressement judiciaire ou liquidées, le cas le plus courant.

«C'est un total très élevé, en hausse de 4 % par rapport à la même période de 2012», souligne Jennifer Forest, de Coface⁴.

En termes généraux, l'indicateur principal qui influence aussi bien le baromètre économique et social, que le moral des citoyens européens est le

² Reuters France, 14 déc. 2013.

³ Basile Neacsu, *From Stability and Economic Growth Pact to European Budgetary Pact*, ISIRP review, nov. 2012, p. 11.

⁴ Le Monde, *Les liquidations d'entreprises atteignent des sommets en France*, 21.11.2013.

chômage qui, fin 2013, a touché 12 % de la population active dans la zone euro. Plus alarmant encore est l'écart considérable du taux de chômage entre les membres de la zone euro et entre ces derniers et les membres de la zone non-euro. En Espagne il y a 25,1% de chômeurs, en Grèce 25%, au Portugal 15,9%, en Italie 10,7%, en Irlande 14%, et en Angleterre 7,2%. De l'autre côté, nous trouvons l'Autriche avec 4,4%, les Pays-Bas avec 6,9% et l'Allemagne avec 5,1%. Dans la zone non-euro nous avons la République tchèque avec 7%, la Roumanie avec 7,5%, la Pologne avec 10,4% et la Hongrie avec 10%.⁵ Ces chiffres nous incitent à quelques réflexions. Tout d'abord, nous observons vers où se dirige la migration (drainage de cerveaux), au cas où le choix est de rester en Europe, et quels sont les pays qui érigent des barrières contre la libre circulation en Europe. Mais même si nous savons que:

- Les pays d'Europe centrale et de l'Est ont perdu plus de la moitié de leur production industrielle et une partie considérable de leur production agricole après 1989, à cause de la nécessité d'adaptation à l'économie de marché avec la libre circulation de marchandises, exigence imposée par le processus d'adhésion et la négociation avec l'UE, et d'une classe politique nouvelle et inexpérimentée de travail en démocratie.

- Ces mêmes pays ont également subi une perte en potentiel humain, avec la fuite massive des 'élites' et l'émigration des jeunes.

- Ils ont perdu le contrôle de leur système bancaire et de leurs principales entreprises d'État qui ont été vendues même s'ils enregistraient des profits, ou absorbées par des multinationales pour suivre conseil des grandes institutions financières mondiales.

La zone non-euro, quant à elle, reste plus performante en termes économiques si nous tenons compte d'Eurostat, l'office statistique de l'Union Européenne⁶.

Face à cette dégringolade économique qui dure depuis un bon moment sans signe réel de relance économique, le bégaiement politique des élites européennes sur les mesures appropriées à prendre pour sortir de la crise, agace les citoyens et pèse sur les espoirs de croissance de l'espace européen, prolongeant ainsi le sentiment d'amertume et de désespoir des populations. Premièrement, en 2009 et 2010, l'austérité instaurée par les leaders politiques européens à Bruxelles et ensuite par Bruxelles aux autorités publiques, a entraîné une destruction du pouvoir d'achat et, donc, une réduction supplémentaire de la demande globale, au point que les économies sont entrées dans une récession beaucoup plus importante que celle de 1930. L'Europe s'est trouvée piégée par ses propres mesures prises il

⁵ Commission Européenne – Eurostat 2013.

⁶ Le taux de croissance du PIB de la zone euro est négatif par rapport à la zone non-euro qui est positive, CE-Eurostat.

y a à peine 2 ans. Ensuite, les États européens se sont rendus compte que pour relancer leur économie il serait préférable, cette fois, de relancer les investissements d'État et débloquer les financements opérés par les banques, une approche plutôt classique, keynésienne, pour pousser à la demande et à la consommation afin de stimuler l'activité économique et accroître l'investissement⁷.

Mais dans cette démarche, l'élément principal reste le financement à opérer par les banques. Pas si simple, si nous observons que celles-ci se retirent du marché tout en essayant de se maintenir face à un marché agité et déchaîné. Toutefois, la France décide la création d'une super-banque d'État, Banque d'Investissement Publique qui réunit toute les autres sources de financement de l'État.

Selon le Français Denis Le Bossé, président du cabinet Arc⁸, spécialisé dans le recouvrement de créances des entreprises *"une faillite sur quatre est due à des retards de paiement et non à des difficultés liées à l'activité des sociétés. Leur apporter du cash dans les moments difficiles peut leur permettre de résister le temps qu'elles recouvrent leurs créances"*.⁹ *A présent, le nombre d'entreprises qui ne respectent pas les délais de paiement est en train de doubler"* a-t-il ajouté un peu plus tard.¹⁰ Mais en contradiction avec la position soutenue par la France, l'Allemagne s'accroche à l'austérité contrôlée par un budget équilibré et une réduction de la dépense publique. L'Allemagne sait que l'Europe n'est pas 'l'hyper-puissance'¹¹ qui achète mensuellement des obligations du Trésor toujours fixées à 85 milliards de dollars¹², *et que la transaction de l'euro ne se fait que dans un espace très limité. Elle perçoit l'épée de 'Damoclès' appelée 'inflation' qui à tout moment peut gravement mettre en danger la monnaie unique au point de menacer l'existence de l'Union Européen.*

Sur ce fond de discussions houleuses et de quelques timides réformes bancaires et financières, encore sur papier, l'idée d'une possible application du modèle suédois se propage parmi les politiciens et élites intellectuels européens. Car l'expérience de la Suède durant les années 1990 est riche en enseignements. Ce pays connaissait une situation semblable à celle vécue actuellement par certains pays de l'UEM: une crise immobilière et bancaire au début des années

⁷ *Ibid.* 3, p. 12.

⁸ Le cabinet ARC, fondé en 1989, est un acteur majeur du secteur du recouvrement de créances commerciales et bancaires et de l'optimisation du poste clients. Il figure parmi les 10 leaders français du marché et s'appuie sur une équipe de juristes d'affaires hautement qualifiés.

⁹ Le Monde, 13.11.2013.

¹⁰ www.atlantico.fr, 20.11.2013.

¹¹ Hubert Védrine avait introduit ce terme en parlant de l'Etats Unie dans son livre, *Face à l'hyper-puissance*, Fayard 2003.

¹² Le Figaro, *Le «shutdown» n'a pas plombé l'embauche aux États-Unis*, Dugua Pierre-Yves.

1990 qui a entraîné un quasi doublement de la dette publique à 84,4% du PIB en 1995, à peine inférieure à la moyenne de la zone euro en 2012 (88,7% du PIB).

Y a-t-il un modèle suédois?

Bien avant que l'Europe ne 'tremble' politiquement en 1989, la situation économique de la Suède était décevante par rapport à celle des pays développés. Les chiffres nous parlent dans ce sens. Le taux de croissance était de 1,9% contre 3,1% pour des pays de l'OCDE et l'inflation atteignait les 10%. Par contre, le taux de chômage très bas en Suède (1,4% entre 1980-1989) est dû aux interventions publiques sur le marché du travail plutôt qu'à la bonne santé de l'économie. L'ensemble de l'économie suédoise ne semblait pas fonctionner correctement depuis des années, ce qui a conduit la classe politique suédoise à introduire un nombre de réformes économiques et politiques qu'on appellera plus tard le «modèle suédois», dont une caractéristique principale est l'expansion rapide et continue de l'État providence¹³. Dans ce sens, les gouvernements se sont fixé comme objectif prioritaire de maintenir un faible taux de chômage. Et le seul moyen encore disponible pour atteindre cet objectif était d'accroître les effectifs du secteur public pour faire face au déclin continu de l'industrie suédoise. Donc, malgré la chute de sa production industrielle, au prix d'un haut niveau de dépenses publiques dépassant 71% en 1993, le taux de chômage ne dépasse pas les 1,4% en 1989.

Implicitement, l'absence de chômage, donc de réserve de main d'œuvre, a laissé un avantage indiscutable aux syndicats qui ont mis sous pression les entreprises privées pour augmenter le salaire des ouvriers.

La hausse salariale a eu pour effet une course débridée aux crédits. Entre 1986 et 1990, l'encours aux crédits a fait un bond en avant de 130%, soit un taux de croissance de plus de 20% par an, augmentant le taux d'endettement privé qui passe de 110% du PIB en 1985 à 149% du PIB en 1990. Conditions qui ont amené les banques suédoises à contracter massivement des emprunts libellés en devise à bas taux sur le marché financier international pour financer des prêts libellés aux agents nationaux avec des marges plus élevées, bien entendu.

En effet, les prix de l'immobilier ont presque doublé entre 1983 et 1991¹⁴, suivis de près par la bourse avec une augmentation de 42% uniquement pour l'année 1989. Cette situation ne pouvait évidemment pas perdurer. Plusieurs facteurs sont à la base du déclenchement de la crise suédoise mais le principal reste de loin la réunification de l'Allemagne. Des bonnes nouvelles pour certains, de moins bonnes pour d'autres. L'Allemagne réunifiée avait besoin d'argent frais

¹³ Falkehed, *Le modèle suédois*, Ed Payot, 2005; J.-F. Vidal, "Crisis and changes in the Swedish social-democrat model," *Revue de la régulation: capitalisme, institutions, pouvoirs* 8(2), 2010.

¹⁴ <http://www.scb.se>

pour la reconstruction de l'Allemagne de l'Est. Pour attirer des capitaux afin de financer sa reconstruction, la Bundesbank a augmenté ses taux d'intérêt, ce qui impliquait que l'argent devenait cher sur le marché international. Dans cette nouvelle situation, à partir de mai 1991 la Banque de Suède fait le choix d'augmenter elle aussi les taux d'intérêt. Implicitement, l'accroissement du crédit contracté sur le marché suédois par ses citoyens, additionné d'une inflation galopante, provoque la crise immobilière. Les particuliers ne peuvent plus rembourser leur crédit immobilier! Nous assistons à une réaction en chaîne; le prix de l'immobilier chute de 27% entre 1992 et 1993, les banques se comblent d'actifs et hésitent à accorder de nouveaux crédits, les faillites des entreprises des secteurs de l'industrie et de la construction se multiplient en entraînant dans leur chute d'autres entreprises liées directement ou indirectement à leur activité. Il s'ensuit que la dette des banques, dont une bonne partie est libellée en devises, explose.

L'effondrement de l'économie suédoise devient tangible. En 3 ans, son taux de croissance est passé de 3% (1990) à -1,5% (1993); le taux de chômage est passé de 2% en 1990 à 10% en 1996 et le budget du gouvernement suédois est passé d'un excédent de plus de 3% du PIB en 1990 à un déficit record de 11,2% en 1993.

Les premières mesures prises par le gouvernement se rapportent au secteur bancaire pour stabiliser le système financier qui, à son tour, devait stabiliser l'entière de l'économie suédoise. Sous le slogan 'sauver les banques mais pas les actionnaires' à la fin du 1991, suite à une première faillite bancaire, l'Etat met en place la garantie de tous les dépôts et étend très rapidement la mesure à l'ensemble des banques.

Une nationalisation complète de certaines banques est lancée par le gouvernement de l'époque. (2/7 des banques représentant 90% des actifs bancaires)¹⁵. Il est également décidé de mettre en place une agence de résolution indépendante, et deux structures de liquidations (ou *bad banks*) dotées au total de 34 milliards de couronnes (soit 2,2% du PIB) ayant pour objectif d'écouler et de diluer les mauvais actifs des banques suédoises en évitant de les vendre à prix sacrifié. On estime que les nationalisations, ainsi que la création et la capitalisation des deux *bad banks* ont coûté l'équivalent de 4,7% du PIB. Mais en tenant compte de la vente des actifs bancaires, qui a pris un bon moment, le coût est considéré comme quasi nul aujourd'hui¹⁶. Dans le même temps, le gouvernement décide, pour éviter une crise de la dette souveraine privant son accès aux marchés financiers internationaux, de mettre en place des réformes et

¹⁵ L. Calmfors, "Sweden-from Macroeconomic Failure to Macroeconomic Success," manuscript, IIES, Stockholm University, 2012.

¹⁶ *Ibid.* 15.

mesures politiques, économiques et financières majeures pour dissiper la crainte des marchés quant à l'éventualité d'une crise de la dette souveraine, construisant pas à pas le modèle suédois de gestion des finances publiques.

- Le gouvernement socio-démocrate, dirigé par Ingvar Carlsson, démissionne (1990-1991 et 1994-1996) mais décide de travailler en étroite collaboration avec les conservateurs, dirigés par Carl Bildt de 1991 à 1994 (appelé 'partis bourgeois' en jargon politique suédois) – qui acceptent – pour réformer la sphère publique. La réforme structurelle se rapporte aux secteurs de l'éducation, de l'administration publique, de la santé et du système de retrait qui doivent devenir plus performants.

- Le nombre de ministères est réduit de 27 à 9.

- Le Parlement décide de prolonger la période entre deux élections (passant de 3 à 4 ans) pour permettre aux lois adoptées d'être mise en application et de donner des résultats.

- La Suède rejoint l'Union Européen en 1995 avec tous les avantages qui en découlent (accès non-limité au marché européen).

- Le statut des fonctionnaires publics et du privé sont harmonisés avec la liberté pour les administrations de gérer leur recrutement. En conséquence, les effectifs du secteur public ont connu une baisse de 41% sur la période 1991-1997 et grâce à la généralisation des nouvelles technologies rendant le personnel des administrations publiques public moins indispensable et plus efficace.

- De nombreuses entreprises d'Etat encombrantes qui génèrent des pertes annuelles (service postal, transport, hôpitaux) sont privatisées.

- Des réformes incluant la réduction des taxes sur le revenu du capital pour encourager le travail et l'investissement, stopper et réduire l'inflation pour redonner la confiance aux marchés financiers sont instaurées. En outre, une règle fondamentale s'impose à partir du 1997 entre les partis politiques suédois, obligeant chaque gouvernement à dégager un excédent budgétaire d'au moins 2% du PIB sur un cycle économique.

Toutefois, l'ensemble des réformes structurelles prises par les gouvernements suédois présente quelques spécificités non-négligeables qui méritent d'être mentionnées ci-dessous.

Premièrement, la classe politique dans sa quasi-totalité se donne la main pour sortir le pays du marasme. Il y a une continuation et une concertation entre les gouvernements qui se succèdent (conservateurs et socio-démocrates) pour continuer les tâches entamées mais non abouties. Chaque objectif doit bien évidemment s'inscrire dans le cycle économique proposé et convenu par tous les partis politiques au début de la réforme.

Deuxièmement, après son entrée dans l’UE, la Suède exporte 70% de sa production industrielle, dont 60% uniquement dans l’UE¹⁷. On constate une hausse fulminante de la productivité du travail. L’industrie mécanique fournit plus de la moitié des exportations, l’industrie électronique, les communications et l’informatique 15%. Ce qui fait que son PIB/habitant en 2012 est de 44.091 \$ avec une croissance annuelle de 0,3%¹⁸.

Troisièmement, dans le cas de la Suède nous avons un seul budget qui doit être soumis au contrôle du gouvernement. Dans le cas de l’UEM, nous avons 18 pays, chacun avec sa spécificité budgétaire, parfois en contradiction avec la politique budgétaire appliquée par l’un de ses voisins (austérité versus investissements).

Quatrièmement, le rapport rédigé par l’économiste suédois Assar Lindbeck en 1992, propose 113 mesures (dont 111 adoptées par le Parlement Suédois) pour assainir les finances publiques et tracer le cadre général de la réforme structurale, a suscité la volonté de la part de la classe politique et de la société civile d’avoir un conseil budgétaire composé d’indépendants dont la plupart sont académiciens et économistes, avec pour mission de surveiller la politique budgétaire et d’évaluer la réalisation des objectifs. Cet organe fait définitivement partie intégrante du paysage politico-social du pays à partir de 2007.

Cinquièmement, les mécanismes économique-financiers mis en route ont produit un grand nombre de chômeurs, main d’œuvre qualifiée, ce qui a permis aux entreprises privées d’embaucher pour faire face à une exportation en hausse. Dans le même temps, les taxes sur les entreprises privées sont allégées en vue de stimuler l’investissement. En 6 ans, le personnel de l’administration publique a diminué de 41%.

Sixièmement, La période de 1990 à 2008, connaît des conditions économiques et politiques mondiales sans précédent. Le monde capitaliste a un accès illimité aux marchés des pays inexpérimentés dans l’économie de marché de l’Europe centrale et de l’Est et en partie de l’ex-URSS. L’UE enregistre une forte demande de technologies de la part des pays asiatiques. Elle s’installe dans une période de ‘*dolce vita*’ sans pour autant profiter de cette phase d’ascendance économique caractérisée par une croissance relativement forte, pour assainir ses finances publiques. Dans ce contexte, la crise économique amère traversée par la Suède se fonde plus facilement dans une situation de croissance économique mondiale.

¹⁷ www.larousse.fr

¹⁸ www.tradingeconomics.com

L'Union versus Suède

Le modèle suédois pour sortir de la crise économique-financière et politique que connaît à présent l'Europe, ne peut pas être appliqué *'ad litteram'* pour l'UE dans son ensemble pour plusieurs raisons:

- *Du point de vue politique;* Les conditions économiques mondiales sont plus que précaires. La Chine a rattrapé son handicap en matière de Research & Development (R&D) et importe de moins en moins de technologie avancée des pays développés. L'Europe Centrale et de l'Est, qui a perdu plus de la moitié de ses capacités de production industrielle et agricole et qui a été transformée en consommateur, n'a plus les fonds nécessaires pour continuer à consommer en tenant compte de son taux d'endettement auprès des institutions financières internationales.

- Pas d'unité de vue politique de la part de pays membres et partis politiques, pas d'adhésion forte de la part de la population autour d'un projet pour sortir de la crise. Même si par un effort surnaturel, nous trouvons l'unité nécessaire, avant d'élaborer une stratégie articulée pour sortir de la crise, l'UE a besoin d'une réforme institutionnelle d'envergure modifiant le rôle et le fonctionnement de l'organisation.

- Comme je l'avais écrit dans le passé, les instruments de gestion budgétaire et fiscale mis en place par l'Union par le passé ont été abusés par les signataires mêmes des accords (Pacte de Stabilité et Croissance)¹⁹. D'où une crédibilité assez réduite de l'efficacité et le peu de respect vis-à-vis des mécanismes européens adoptés et mis en œuvre.

- Une réforme du système de l'administration publique serait plus que nécessaire afin de diminuer l'inflation des fonctionnaires publics, proportionnellement rémunérés par rapport à leurs collègues du privé et de loin moins efficaces que ces derniers. Max Weber avait conclu "c'est la dictature du bureaucrate, et non pas celle de l'ouvrier, qui est en marche, du moins pour le moment"²⁰.

- *Du point de vue économique-financier;* Les gouvernements des États membres de l'UE ne donnent pas signe d'une possible baisse des impôts sur les entreprises pour stimuler l'investissement. Au contraire, de nouvelles taxes s'ajoutent. Parfois on rabote une côte pour ajouter à l'autre côté. C'est la politique que les États préfèrent mener avec leurs propres citoyens et entreprises. Il y a quelque jours, en France, les représentants du patronat (Medef, CGPME et UMP) et les syndicats (CGT, CFDT, FO, CFTC) se sont réunis pour trouver un accord.

¹⁹ *Ibid.* 3, p. 7 (From 2005 until December 2012, a total of 23 out of the 27 Member States have taken refuge in the excessive deficit procedure, not complying with the recommendations made by the Council. None of the states received any sanction.)

²⁰ François Chazel, « Les Écrits politiques de Max Weber: un éclairage sociologique sur des problèmes contemporains », *Revue française de sociologie*, 4/2005 (Volume 46), pp. 841-870.

Ils se sont séparés sur un constat de désaccord sur l'objet même de ces négociations.

"Il n'y a rien qui se dessine ou alors c'est de l'art abstrait"... "on n'a pas les mêmes conceptions du retour à l'équilibre" a déclaré le négociateur de FO, Stéphane Lardy. "Les syndicats ont rejeté toute dégradation des droits des chômeurs sous prétexte de réduire le déficit du gestionnaire de l'assurance chômage" tandis que " les trois organisations patronales ne signeront pas un accord avec des aménagements à la marge et des coûts additionnels", a averti le négociateur du patronat, Jean-François Pilliard²¹. Pendant ce temps-là, l'État bousculé par les "bonnets rouges" ou des syndicats, lance un plan de soit disant 'résistance économique' qui rabote et rajoute des taxes aux entreprises en fuite.

- Il n'y pas une institution budgétaire supranationale qui pourrait faire un budget fédéral pour l'UE, le suivre dans son application et infliger des pénalités aux états membres qui contreviennent aux règles budgétaires.

- *Recherche & développement*: Grâce à l'essor de la révolution informatique, le peuple du monde entier espère améliorer sa qualité de vie. Beaucoup ont réussi, plus particulièrement ceux qui habitent en Europe, Amérique du Nord et une certaine partie de l'Asie. Mais en grande majorité ils n'ont pas réussi l'exploit. Si l'époque industrielle a fait sortir de la misère des millions de personnes et procure du travail à des centaines de millions d'ouvriers, l'ère informatique a échoué dans cette tâche. Le progrès informatique ne peut pas nourrir et tenir le pas avec une croissance démographique galopante (la population mondiale a quadruple dans les 100 dernières années) et les dérivés de l'industrie informatique sont trop maigres pour y arriver. Le reste de l'industrie pratique une obsolescence programmée des produits pour faire tourner leur affaire. 7,2 milliards d'âmes connaissent, dans leur grande majorité, des problèmes existentiels majeurs: pas de nourriture (893.282.190 personés)²², pas d'accès à l'eau potable (749.573.504 personnes)²², pas de travail, pas de maison avec un minimum de confort. La science et le progrès technologique n'ont pas suivi la démographie mondiale, ce qui engendrera des tensions sociales importantes à l'avenir.

- *Du point de vue social*: la population européenne a amélioré constamment son niveau de vie dans les 60 dernières années. Les heures de travail diminuent progressivement (35 h/semaine en France)²³, les loisirs occupent une

²¹ Reuters.

²² FAO –The State of Food Insecurity in the World 2013, www.worldometers.infos

²³ Le PDG de la société américaine Titan, Maurice M. Taylor – un fabricant américain de pneumatiques – a adressé une lettre ouverte à Arnaud Montebourg – ministre français du redressement productif dans laquelle il mentionne, "J'ai visité cette usine plusieurs fois. Les salariés français touchent des salaires élevés mais ne travaillent que trois heures. Ils ont une heure pour leurs pauses et leur déjeuner, discutent pendant trois heures et travaillent trois heures. Je l'ai dit en face aux syndicalistes français. Ils m'ont répondu que c'était comme ça en France".

place importante dans notre existence et le confort s'installe dans la majorité des habitations des pays développés. Nous avons du mal à renoncer à notre standing de vie et à commencer à économiser. Surtout quand une grande partie de la jeune génération ne connaît plus la valeur de l'argent et est tributaire des réseaux sociaux qui les rendent plus timides, introvertis et dépensiers. La société de consommation nous a poussés à bout et nous dépensons souvent au-dessus de nos moyens. Nous attendons un signal et un exemple à suivre de la part de la classe politique mais cela se fait attendre. Comme Godfrey Bloom, Membre de Parlement Européen (MPE), disait à propos des élus et fonctionnaires européens "la Commission et les bureaucrates de la Commission ne paient pas d'impôts. Vous n'êtes pas assujettis à l'impôt au même titre que les citoyens. Vous avez toutes sortes d'avantages. Taux d'imposition convertis, plafond d'impôt sur la grande fortune, retraites non imposables. Vous êtes les champions d'Europe de l'évasion fiscale et pourtant, vous êtes là, à donner des leçons. Mais bon, les gens de l'Union européenne ont compris le message"²⁴.

Toutefois, une lueur d'espoir vient de la part de l'Église. Un nouveau Pape du bout du monde vient d'être élu. Il a vécu très simplement et sa nature exhale un monde de beauté intérieure. Encore une fois, c'est au peuple de se serrer la ceinture et non aux élus! S'il leur est encore possible de le faire!!

Conclusion

L'Europe, dans son ensemble, vit à présent une situation assez semblable à la Suède du début des années 1990. Mais, le modèle suédois de sortie de la crise n'est pas applicable au niveau de l'Union. Connaissant les pays de notre continent et leur nature, le modèle pourrait être suivi par certains pays du Nord et à l'Allemagne. Les *latins* seront plus réfractaires et nettement moins convaincus. Adopter des mesures d'urgence sur des réformes structurelles modifiant la structure publique, le rôle de l'État et le fonctionnement de l'économie c'est difficilement applicable pour les *latins*. Le miracle devra venir des gens qui osent le changement et savent comment s'y prendre, à commencer par la classe politique qui nous dirige.

²⁴ Godfrey Bloom, discours devant le Parlement Européenne à Strasbourg, 21.11.2013.

Bibliographie

- Calmfors L., “Sweden-from Macroeconomic Failure to Macroeconomic Success,” manuscript, IIES, Stockholm University, 2012
- Falkehed M., *Le modèle suédois*, Ed Payot, 2005
- François Chazel, «Les Écrits politiques de Max Weber: un éclairage sociologique sur des problèmes contemporains», *Revue française de sociologie*, 4/2005
- Morel Nathalie, L’Etat providence suédoise comme modèle social-productif, Dossier – Le modèle de protection sociale des pays nordiques. Politique Sociale et Familiale, numéro 112, juin 2013
- Neacsu Basile, *From Stability and Economic Growth Pact to European Budgetary Pact*, ISIRP review, nov. 2012
- Perrut Dominique, *La réforme de l’Union économique et monétaire: l’ambition politique ou la fracture*. Questions de l’Europe nr 297 du 16.12.2013
- Séminaire organisé par D.G.TRESOR sur le thème, La crise nordique des années 1990, Paris, 13 Avril 2012
- Védrine Hubert, *Face à l’hyper-puissance*, Fayard, 2003
- Vidal Jean-François, Crises et transformations du modèle social-démocrate suédois, *Revue de la régulation*, 8, semestre 2, 2010
- Voir Gilbert Koenig, “La zone euro face à une crise existentielle“, *Bulletin de l’OPEE* 25, 2011
- Commission Européenne – Eurostat, 2013
- FAO –The State of Food Insecurity in the World, 2013
- <http://www.scb.se>
- Le Figaro
- Le Monde
- Reuters 2011-2013
- www.atlantico.fr, 20.11.2013
- www.larousse.fr
- www.tradingeconomics.com
- www.worldometers.info